

MOBILISEZ-VOUS

Un grand mouvement citoyen contre le changement climatique est en marche partout à travers le monde. Les communautés et les populations se mobilisent pour faire entendre à leurs dirigeants et entreprises qu'on ne peut plus se permettre d'attendre. Oxfam se mobilisera toute l'année 2015, qui sera pour tous et toutes une année importante de mobilisation et de prise de décisions. Le poids de votre voix compte pour convaincre les dirigeants-e-s d'agir sans plus tarder. Plus nous serons nombreux, plus nous pourrons amplifier le mouvement et le rendre visible. Ajoutez vos forces aux nôtres et, ensemble, mettons la pression sur les décideurs français.

NOS DEMANDES :

ENSEMBLE, DEMANDONS À LA FRANCE :

- **AU NIVEAU NATIONAL**, de montrer l'exemple en fixant des objectifs ambitieux dans le cadre de sa loi de transition énergétique (LTE) en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de consommation d'énergie, mais aussi de soutien aux énergies renouvelables. La LTE devra également mettre en place une obligation légale pour toutes les entreprises françaises de publier leur empreinte carbone. La France doit aussi mettre un terme à tout soutien public au secteur fossile, en commençant par le charbon, et contribuer au financement de l'adaptation des pays en développement ;
- **AU NIVEAU EUROPÉEN**, d'inciter ses partenaires à revoir leurs ambitions à la hausse et donc à relever les objectifs actuels, afin de permettre à l'Europe d'atteindre son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050 et d'orienter massivement les investissements vers les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique ;
- **AU NIVEAU INTERNATIONAL**, et en tant que future présidente de la Conférence sur le climat de 2015, de faire preuve d'ambition afin d'obtenir un accord juridique contraignant, à la hauteur du défi climatique et applicable à tous les pays, qui permettra de limiter à deux degrés le réchauffement climatique et de protéger les populations les plus vulnérables.

AU SECTEUR PRIVÉ, ET NOTAMMENT AUX BANQUES FRANÇAISES :

- De faire preuve de transparence en publiant leur empreinte carbone* et l'ensemble de leurs investissements dommageables à l'environnement ;
- De mettre fin à leurs investissements dans des projets d'extraction et d'exportation de charbon et de sortir à terme des énergies fossiles.

***Empreinte carbone** : c'est la quantité de CO₂ émis par les entreprises directement à travers leurs activités, en amont (chaîne d'approvisionnement) et en aval (production, livraison, commercialisation...) de celles-ci. Mais également de manière indirecte à travers leurs financements de projets qui émettent du CO₂.

MODE D'EMPLOI :

Tout au long de l'année, nous organiserons diverses actions d'interpellations et de mobilisations. Pour ne rien rater de ce combat, ne manquez plus aucune de nos informations et recevez tous nos appels à action climat en vous inscrivant sur : <http://oxf.am/justice-climatique>

QUI SOMMES-NOUS ?

Oxfam France est membre de la confédération Oxfam, une organisation internationale de développement qui mobilise le pouvoir citoyen contre la pauvreté. Elle travaille dans plus de 90 pays afin de trouver des solutions durables pour mettre fin aux injustices qui engendrent la pauvreté. www.oxfamfrance.org

UN COMBAT DE LONGUE DATE ET DES ACTIONS SUR LE TERRAIN



© Christian Clement

Depuis 2009, et dans le cadre de la campagne internationale « Cultivons », Oxfam travaille sur les conséquences du changement climatique sur le quotidien des populations les plus vulnérables, notamment sur leur droit à l'alimentation. Partout dans le monde, Oxfam s'engage auprès des communautés vulnérables pour mettre en place des projets de long terme leur permettant de mieux faire face aux aléas climatiques. Les différentes campagnes menées en France et dans plus de 45 pays ont favorisé des avancées, notamment la création à Cancun d'un fonds mondial pour le climat permettant de combler les déficits des financements en faveur de l'adaptation.

DES ACTIONS QUE NOUS MENONS EN COLLABORATION AVEC DE NOMBREUX PARTENAIRES !

Pour peser sur les décisions, nous travaillons avec d'autres acteurs de la société civile :



Le Réseau Action Climat – France (RAC-F) : association loi de 1901 spécialisée sur le thème des changements climatiques fondée en 1996, il représente en France le Climate Action Network International (CAN-I), réseau mondial de plus de 700 ONG dans 90 pays dont le but est d'inciter les gouvernements et les citoyens à prendre des mesures pour limiter l'impact des activités humaines sur le climat. Le RAC regroupe de nombreuses associations dont Oxfam, Greenpeace, les Amis de la Terre, WWF, Bizi !, etc. www.rac-f.org



La Coalition Climat 21 : Depuis le début de 2014, après quatre séminaires nationaux avec une centaine de participants, 70 organisations impliquées et une rencontre internationale (135 organisations de 37 pays), la Coalition Climat 21 a vu le jour pour « contribuer à la création d'un rapport de force favorable à une action climatique ambitieuse et juste, et à la transformation durable de toutes les politiques publiques afférentes ». www.coalitionclimat21.org

www.oxfamfrance.org
Campagne n° 99
Coordination de la rédaction : Sarah Roussel
Visuel de couverture : Mélanie Even
Conception et maquette : Mélanie Even
Impression : Flash Fricotel
Crédits photos : Oxfam France, Oxfam international, Duong Thuy Nga, Gilvan Barreto, Tanzanie_Geoff Sayer, Tom Greenwood

Oxfam France : 104 rue Oberkampf, 75011 Paris
Tél. 01 56 98 24 40 / info@oxfamfrance.org

CULTIVONS

LA TERRE. LA VIE. LE MONDE.

Retrouvez-nous aussi sur FACEBOOK et TWITTER !

[f](https://www.facebook.com/oxfamfrance) Oxfam France [t](https://twitter.com/oxfamfrance) @oxfamfrance



ENSEMBLE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE

CAMPAGNE N° 99 / JANVIER 2015-DÉCEMBRE 2015



OXFAM
France

POURQUOI CETTE CAMPAGNE ?

Il n'est plus possible d'ignorer les conséquences du réchauffement climatique : partout dans le monde, les populations luttent déjà pour survivre et s'adapter. Au Sud comme au Nord, les sécheresses, inondations, saisons imprévisibles, montées des eaux et autres phénomènes climatiques extrêmes ont un impact désastreux sur le quotidien de millions de personnes et menacent leur droit à l'alimentation.

UN CONSTAT SCIENTIFIQUE SANS APPEL

Les conclusions du 5^e rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) sont claires : les activités humaines, notamment l'utilisation des énergies fossiles (charbon, gaz, pétrole...), ont conduit à une hausse exceptionnelle de la concentration des gaz à effet de serre, principale cause du réchauffement de la planète. Si nous voulons limiter l'impact des dérèglements climatiques, ce réchauffement doit à tout prix être maintenu au-dessous de 2 °C par rapport à la période pré-industrielle ! Au-delà, les changements climatiques se produiront à une vitesse et une échelle telles que les êtres humains, notamment les populations les plus pauvres, et l'environnement en paieront le prix fort. Les tendances actuelles montrent que si rien n'est fait, les températures à la surface du globe pourraient augmenter de 4 à 6 °C d'ici à la fin du siècle.

Sans une action forte et rapide de la communauté internationale, les progrès accomplis depuis 50 ans en faveur du développement seront menacés.

POURTANT LES SOLUTIONS EXISTENT !

Pour maintenir le réchauffement au-dessous des 2 °C, l'ensemble des pays et plus particulièrement les pays riches, pollueurs

historiques, et émergents comme la Chine, doivent consentir des efforts supplémentaires pour réduire leurs émissions. Pour ce faire, ils doivent sortir de leur addiction aux énergies fossiles, réduire leur consommation d'énergie et investir massivement dans les énergies renouvelables. En outre, les pays riches ont le devoir de soutenir les pays les plus vulnérables, les moins responsables du réchauffement de la planète, en les aidant financièrement et techniquement à s'adapter aux conséquences du changement climatique. Les entreprises ont également un rôle important à jouer en arrêtant d'investir massivement dans le secteur des énergies fossiles et en faisant preuve de transparence sur leur empreinte carbone*.

EN 2015, DES OCCASIONS IMPORTANTES POUR FAIRE AVANCER LE COMBAT !

En décembre 2015, la France présidera la Conférence internationale sur le climat (COP21). La conférence de Paris doit faire suite au protocole de Kyoto, seul accord climatique international existant à ce jour, et poser les bases d'un nouvel accord au-delà de 2020. Le monde aura les yeux rivés sur les engagements de la France et de son secteur privé. Pour vous et pour nous, c'est une occasion unique de faire pression tout au long de l'année pour que les acteurs, publics comme privés, adoptent enfin les mesures nécessaires, à la hauteur du défi climatique.

COP21 :

La Conférence des Parties (COP) est la réunion annuelle des pays qui ont signé la convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique en 1992 au sommet de la Terre à Rio. La convention reconnaît notamment le besoin de lutter contre le réchauffement climatique, de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et de se préparer à faire face aux conséquences du changement climatique.

LES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES DOIVENT ÊTRE PROTÉGÉES

L'expérience d'Oxfam dans plus de 90 pays dresse un constat alarmant : des centaines de millions de personnes souffrent déjà des conséquences désastreuses du changement climatique. Parmi elles, les populations les plus vulnérables sont en première ligne. Elles ne disposent ni des économies suffisantes ni des techniques leur permettant de s'adapter et vivent donc sous la menace de futures catastrophes qui pourraient les faire basculer dans la pauvreté. Le changement climatique touche plus durement les plus pauvres, creusant les inégalités préexistantes.



©Tessa Bunney

Lilia Malinao, Philippines

« Voir le climat changer me rend triste et ne me donne pas le courage de poursuivre mon activité agricole, car je dois investir tellement plus. Les fortes pluies font mourir mes cultures, les patates pourrissent et les plantes ne peuvent survivre. Je sais que je dois m'endetter une nouvelle fois pour pouvoir subvenir à mes besoins les plus élémentaires. »

C'est une situation d'autant plus injuste que ces populations sont les moins responsables du changement climatique : les 7 % les plus riches de la population mondiale (un demi-milliard de personnes) sont responsables de 50 % des émissions mondiales de CO₂, tandis que la moitié la plus pauvre du monde n'émet que 7 % des émissions mondiales¹.

AU NORD COMME AU SUD

Depuis 2009, les catastrophes liées au changement climatique ont touché près d'une personne sur dix et coûté plus de 400 milliards d'euros² (trois fois plus que pour l'ensemble des années 70). En 2014, pour la troisième année consécutive, la pire sécheresse depuis plus de 100 ans a ravagé la Californie et touché l'industrie agricole de l'État, qui produit près de la moitié des fruits, légumes et noix cultivés aux États-Unis. L'Australie avait entamé l'année avec une vague de chaleur et une sécheresse record frappant durement les producteurs agricoles.

¹ A égalités !, rapport d'Oxfam, octobre 2014

² Sommet de Ban Ki-moon : à quand la fin de l'inertie, note d'information d'Oxfam, septembre 2014

³ Faim et réchauffement climatique, même combat, rapport d'Oxfam, mars 2014

En France, on a assisté à des épisodes climatiques extrêmes de plus en plus fréquents qui ont pu conduire notamment à des inondations dévastatrices.

AIDER LES POPULATIONS LES PLUS PAUVRES À LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Aujourd'hui, il est possible de mettre en place des mécanismes de résistance au dérèglement climatique. Pour cela, les pays les plus pauvres ont besoin de financements. Et c'est bien là que nous avons un rôle à jouer. En 2009, les pays riches s'étaient engagés à consacrer 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 pour aider les pays en développement à combattre le changement climatique et ses conséquences. Une partie de cette aide financière doit transiter par le Fonds vert pour le climat, fonds destiné à aider les pays vulnérables à s'adapter aux conséquences du changement climatique. Mais malgré les annonces de financement de ce fonds fin 2014 par de nombreux pays, dont la France, nous sommes encore loin du compte.

IL FAUT EN FINIR AVEC L'ADDICTION AUX ÉNERGIES FOSSILES

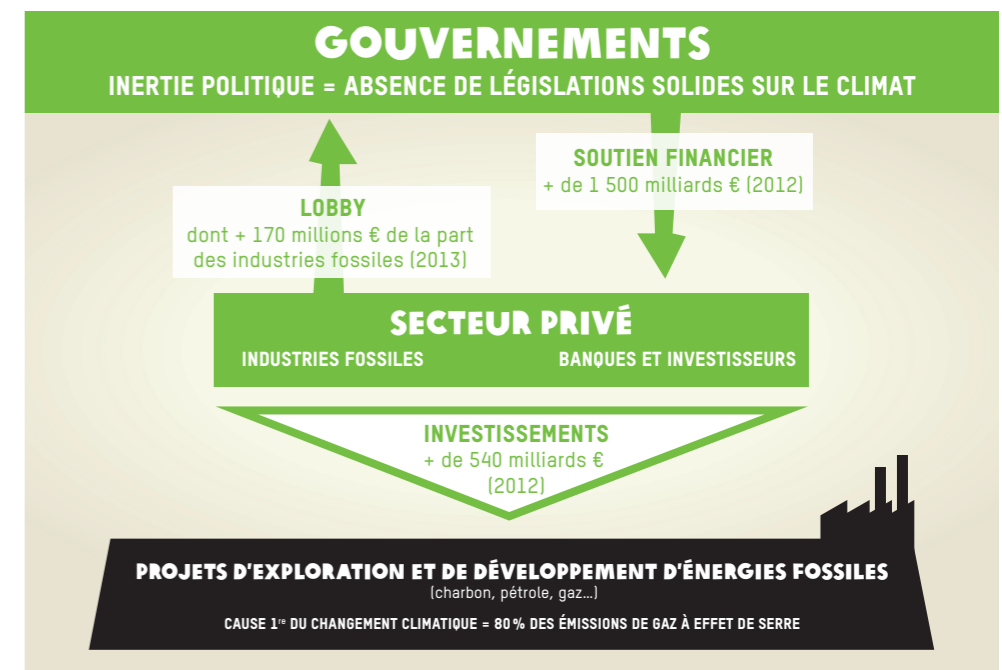
Aujourd'hui, le premier responsable du réchauffement climatique est l'utilisation des énergies fossiles qui, tous secteurs confondus, génère 80 % des émissions de CO₂ à l'échelle mondiale et plus de 65 % des émissions de gaz à effet de serre. Parmi les énergies fossiles, le charbon est la plus polluante, car sa combustion génère à elle seule 43 % des émissions mondiales de CO₂, suivi par le pétrole (33 %) et le gaz (18 %).

Pour limiter le réchauffement de la planète à 2 °C par rapport à la période pré-industrielle, les pays doivent impérativement diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre, notamment de CO₂.

Nous devons donc sortir de notre addiction aux énergies fossiles, et notamment du charbon. Mais ce n'est pas si facile !

Alors qu'il est évident qu'il faut diminuer notre utilisation des énergies fossiles, les pays développés continuent d'investir massivement dans ce secteur. Les gouvernements manquent de volonté politique pour légiférer et continuent de subventionner le secteur des énergies fossiles. À défaut de loi claire, les

acteurs privés (entreprises, banques, secteur financier...) cherchent trop souvent le profit à court terme et investissent massivement dans des projets d'exploration et de développement qui sont des bombes climatiques. Enfin, un puissant lobby des industries fossiles fait tout pour maintenir le statu quo.



Toutes les données de la page sont issues du rapport d'Oxfam « Alimentation, énergies fossiles et financements indécents », octobre 2014